

Au contraire, le ministre des Finances Varoufakis ne s'est-il pas engagé à honorer le remboursement intégral de la dette, et selon un calendrier inchangé ?
C'est vrai...

Que pensez-vous de la Commission d'audit citoyen de la dette, initiée par Zoe Kanstantopoulou, la présidente du Parlement grec ?

On se trouve actuellement en confrontation totale avec nos créanciers. J'ai plusieurs fois plaidé pour l'application d'un moratoire d'une an-

née sur le remboursement de la dette, non négociable. M. Rajoy, Premier ministre espagnol, peut prétendre avoir donné 26 milliards à la Grèce ; ce n'est pas vrai. Il « oublie » de défalquer les intérêts et autres frais liés. Dans les faits, si l'on compte tout ce qu'on a déjà payé, nous avons déjà largement remboursé ce qu'on nous a prêté. On peut lui dire d'aller se faire voir... On peut examiner le détail des emprunts grecs, tout ce qui a été payé. Le premier prêt contracté en 1824 vient seulement d'être remboursé il y a dix ans. C'est simple : il

suffit de réaliser un contrôle poste par poste, tout le monde peut examiner ce qui reste à payer.

Si, durant cette année de moratoire, le gouvernement réussit à donner le pouvoir au peuple, nous n'aurons plus besoin de personne. Car ce sont les travailleurs qui produisent les produits et la valeur, pas l'argent. Si on donne un emploi à tous ceux qui peuvent travailler en Grèce, nous n'aurons plus besoin de personne. □

(1) Interview réalisée le 21 avril 2015.

« LE CHANGEMENT EST EN MARCHE... »

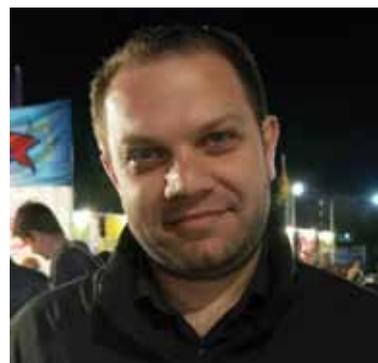
Pour Giorgos Karatsioubanis (Syriza) la négociation entre la Grèce et l'Union européenne se passe « mieux que prévu ».

Propos recueillis par Denis Desbonnet et Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Nous avons rencontré, Giorgos Karatsioubanis dans les couloirs du Parlement européen (1). Jeune membre du département de politique européenne de Syriza, il suit de près les négociations avec l'Union européenne et, en particulier, les points qui concernent l'agriculture. Il nous fait partager sa vision de ces négociations ainsi que leur contexte. Une bonne occasion d'appréhender ce qui se passe à ce niveau et les rapports de forces existants.

Ensemble ! : Quelle est votre vision des négociations en cours entre le gouvernement Tsipras et la Troïka (Union européenne, Fonds monétaire international, Banque centrale européenne) ?

Giorgos Karatsioubanis : Les négociations ont démarré juste après les élections du 25 janvier, avec la mise en place du nouveau gouvernement. Je dis bien « démarré », et pas « redémarré ». Car cela n'a plus rien à voir avec la manière dont cela se passait avec le gouvernement Samaras, qui recevait ses ordres de la Troïka et les exécutait servilement. La Troïka n'existe plus depuis le 25 janvier. Avec l'accord du 20 février, nous avons obtenu un délai de quatre mois pour le remboursement de la dette grecque. Ce qui ménage un espace pour le gouvernement Tsipras, lui permet d'avancer, dans la mise en œuvre de plusieurs projets de loi, sur des mesures importantes annoncées durant la campagne électo-



rale. Plusieurs d'entre eux sont déjà votés, d'autres suivent le processus parlementaire classique. Le premier concerne, bien sûr, le soulagement de la crise humanitaire. Un deuxième propose le remboursement de la dette en une centaine de « tranches ». D'autres projets sont en attente d'un débat au Parlement.

Pour ce qui est de la négociation au niveau européen, celle-ci se déroule mieux que prévu, même si, au niveau du groupe technique des institutions, cela s'avère parfois plus difficile. C'est sans doute plus dur pour ces techniciens de réaliser que cela ne se passe plus comme avant, qu'on remet tout à plat...

Le gouvernement grec a refusé les nouvelles mesures d'austérité exigées par l'Union européenne. Les autres privatisations que l'on voulait nous imposer ont été stoppées, à l'exception de quelques-unes - comme celle du port du Pirée, où on a signé un accord avec la compagnie chinoise candidate au rachat, mais après avoir vérifié que les clauses étaient conve-

« Depuis les élections, l'espoir renaît, la psychologie de la population a changé : les gens attendent vraiment le changement. »



Législatives 2015

SYRIZA	36%
ND	27%
XA	6%
TO POTAMI	6%
KKE	5%
ANEL	4%
PASOK	4%

Les gouvernements Grecs depuis 2009:

Papandréou (Pasok), d'octobre 2009 à novembre 2011.

Papadimos (Pasok + ND), de novembre 2011 à mai 2012.

Pikramménos (Gouvernement administratif de transition) de mai à juin 2012.

Samaras (ND + Pasok + Dimar en 2013-13 et ND-Pasok en 2012 - 2015) de juin 2012 à janvier 2015.

Tsipras (Syriza-Anel), depuis le 26 janvier 2015.

Lexique

ND : Nouvelle démocratie, parti politique conservateur, fondé en 1974, membre du Parti populaire européen.

Pasok : Mouvement socialiste panhellénique, parti politique social-démocrate grec, fondé en 1974, membre du Parti socialiste européen.

KKE : Parti communiste de Grèce, fondé en 1918, interdit entre 1936 et 1974, actuellement non inscrit dans un groupe politique au Parlement européen.

Syriza : Coalition de la gauche radicale rassemblement de partis de gauche et d'extrême gauche fondée en 2004, membre de la Gauche unitaire européenne.

Laos : Alerte populaire orthodoxe, Parti d'extrême-droite anti-immigrés.

Anel : Grecs indépendants, parti de droite souverainiste, créé en 2012, membre du groupe des conservateurs et réformistes européens.

XA : Association populaire – Aube dorée, parti d'extrême droite néo-nazi, non inscrit dans un groupe politique au Parlement européen.

Dimar : Gauche démocrate, parti de centre gauche, issue d'une scission de Syriza en 2010.

To Potami : La rivière, parti centriste créé en 2014, membre de Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen.

Gauche unitaire européenne (GUE) : Groupe politique du Parlement européen regroupant des partis de gauche, de tendance socialiste, antilibérale,



Et pour d'autres privatisations en cours, on a obtenu des améliorations. Par exemple, pour les aéroports régionaux, où la durée des conventions a été raccourcie.

Ensuite, il y a la liste des réformes que Syriza s'est engagé à prendre, dans son « programme de Thessalonique ». Soit dit en passant, rien de très radical, ni même de particulièrement « de gauche ». Ce sont des me-

sident du Conseil, et le président de la Commission. Martin Schulz n'est là qu'à titre d'observateur, même s'il intervient beaucoup.

Peut-on parler d'une vraie négociation, ou est-on toujours dans la logique du diktat, comme avec la Troïka ?

Il y a bien une négociation ! Et totalement nouvelle. Car on a tout repris

« En cas d'échec définitif des négociations, nous avons évidemment plusieurs scénarios alternatifs ! »



sures logiques, de simple bon sens, qu'un gouvernement « normal » aurait parfaitement pu prendre voici vingt ans. Aurait dû prendre : pour lutter contre l'évasion fiscale, réformer la bureaucratie étatique, tous ces problèmes endémiques qui handicapent la Grèce depuis des décennies.

Pour ce qui est du rapport de forces, dans les réunions du Conseil avec les vingt-huit chefs d'Etat, il y a clairement un bloc contre nous, autour de l'Allemagne et de l'Espagne – Rajoy est même parfois plus agressif que Merkel. Il est vrai que les élections espagnoles approchent, et qu'ils ont très peur de la « contagion » grecque, avec la percée de Podemos.

Quel est votre interlocuteur, du côté européen ?

Ce qu'on appelle le *Brussels Group*. Il réunit, d'une part, les chefs d'Etat et de gouvernement et, de notre côté, une délégation du gouvernement grec. En parallèle à ce pôle politique, il y a bien sûr aussi des discussions plus techniques qui se mènent entre experts, sur divers aspects particuliers. Nous négocions avec le président du Parlement européen, le pré-

de zéro : nous ne nous sentons pas du tout engagés par les concessions ou, plus exactement, par les renoncements inadmissibles des gouvernements précédents. La méthode est tout à fait différente de celle qui présidait aux négociations entre la Troïka et le gouvernement Samaras. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si celui-ci avait fixé les élections au 25 janvier 2015, espérant nous mettre en difficulté majeure dès le début. Il savait que, fin février au plus tard, il y avait une grosse échéance pour le remboursement de la dette. Son hypothèse était que nous ne serions qu'une « parenthèse de gauche », que nous ferions juste un petit « intérim », avant d'être contraints d'organiser des élections anticipées. Cette parenthèse, paraît-il, se refermerait rapidement, sur un désastre pour Syriza, et son grand come-back.

Au niveau européen aussi, certains tablaient sur le retour très rapide des « amis », comme disait Juncker. Mais tous ont dû déchanter : à présent, ils commencent à mesurer leurs illusions : nous sommes là pour rester et nous pouvons renverser le rapport de forces. Le temps où l'on dictait à la Grèce la politique qu'elle devait mener, c'est fini ! Même les partis de gauche « classique » ont eu des difficultés à prendre conscience de ce changement.

Par contre, au niveau européen, les syndicats, les mouvements sociaux, les partis de la gauche radicale ont, eux, bien plus vite compris la situation. Au Parlement, la majorité des Verts soutiennent notre position et partagent une bonne part de nos analyses. Et c'est même le cas de certains élus sociaux-démocrates, qui s'élèvent contre l'austérité.

Y-a-t-il un contrôle du Parlement européen sur la position de la Commission européenne vis-à-vis de la Grèce, voire un soutien à travers le vote de résolutions, qui vous seraient favorables ?

On n'en est pas encore là ! Déjà, pour le vote d'une résolution, avec l'actuelle majorité politique de l'Union, dominée par la droite, ce n'est pas possible. Mais on joue sur toutes ces contradictions. On essaie aussi d'élargir le front de résistance au niveau international, en organisant par exemple la visite du vice-Premier ministre en Chine...

Pour revenir au Parlement européen, exerce-t-il un contrôle sur ces négociations ?

Oui et non... Ce n'est pas facile, avec tout ce qui se passe actuellement, comme l'urgence face au drame des migrants en Méditerranée. Outre la Gauche unitaire européenne (GUE) (2), les Verts voulaient la tenue d'un débat sur la situation générale en Grèce, mais cela a été rejeté par les autres groupes. Toutefois, il y a d'autres lieux où l'on peut faire avancer les choses : divers rapports sont en discussion au sujet d'enjeux qui concernent directement la Grèce.

Et si les négociations en cours ne débouchent pas sur un accord, quelle alternative envisagez-vous ?

Il est trop tôt pour se lancer dans de telles spéculations. Si un tel blocage devait arriver, nous aviserons. Cependant, contrairement à ce qu'on dit parfois, en cas d'échec définitif des négociations, nous avons évidemment plusieurs scénarios alternatifs : demander à la population de se prononcer par référendum, aller aux élections... Mais on ne va pas annoncer à l'avance ce qu'on pourrait faire : quand on joue une partie de poker, on ne montre pas toutes ses cartes ! Tout change en Grèce. Depuis les élections, l'espoir renaît, la psychologie de la population a changé : les gens attendent vraiment le changement. Si le gouvernement échoue, le risque, c'est que ce soit la porte ouverte à Aube dorée (NDLR : le parti néo-nazi qui a remporté 7 % lors des dernières élections). Cela aussi c'est, paradoxalement, une carte qui joue en notre faveur. Je ne pense pas que les dirigeants européens préfèrent un tel scénario, ni qu'ils soient prêts à en prendre le risque.

L'Union européenne a-t-elle peur des conséquences potentielles de

vos mise en échec ?

C'est clair : si la Grèce faisait défaut, ce serait une catastrophe pour toute l'Europe. C'est pour cela qu'ils n'osent plus exercer une pression aussi extrême contre nous. On n'en est plus au temps, pas si lointain, où la version allemande du *Financial Times* faisait sa Une en grec avec, en couverture, « Ne votez pas pour des forces irresponsables ! », c'est-à-dire pour Syriza. Ils n'osent plus faire ce genre de choses. Bien sûr, les médias restent haineux à notre égard : nous y sommes habitués... Les journaux et les télévisions privées sont aux mains des magnats de la finance, qui ne sont pas nos amis, et le sont encore moins depuis les mesures que nous avons annoncées.

Vous pouvez nous croire : le changement est en marche en Grèce. Et nous appelons les peuples à se soulever contre les politiques d'austérité, partout en Europe. □

(1) Interview réalisée le 21 avril 2015.

(2) GUE : Groupe politique du Parlement européen regroupant des partis de gauche, de tendance socialiste, antilibérale, anticapitaliste, écosocialiste, communiste ou post-communiste : Die Linke, Front de Gauche, Syriza, Podemos...

« IL FAUT CONSTRUIRE UNE ALTERNATIVE »

Pour Panagotis Sotiris (Antarsia), la gauche au pouvoir en Grèce bute sur son refus de penser une stratégie de rupture vis-à-vis de l'Union européenne.

Propos recueillis par Denis Desbonnet (CSCE)

Professeur de philosophie politique et sociale à l'Université d'Égée à Mytilène, Panagiotis Sotiris est également un des dirigeants d'Antarsia (Coopération Anticapitaliste de Gauche pour le Renversement), un front d'organisations de gauche radicale, extérieur à Syriza. Cette coalition a recueilli moins de 40.000 votes lors des dernières élections de 2015. Même si son organisation est margi-

nale en termes électoraux, son engagement social et son indépendance vis-à-vis de Syriza permettent à Sotiris de porter un regard de gauche critique sur les premiers mois d'action du gouvernement Tsipras : « Je ne suis pas sûr du tout que le groupe dirigeant de Syriza soit prêt à la rupture nécessaire. Bien sûr, je le souhaite, mais je suis sceptique. »

Rencontre.

